

Droit et Liberté

CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME, POUR LA PAIX

DANS CE NUMERO

- Réflexions sur la réforme constitutionnelle par Léon LYON-CAEN, premier président honoraire de la Cour de Cassation, président du M. R.A.P. (Page centrale).
- Le souvenir de Joliot-Curie, par Evry SCHATZMAN, professeur à la Faculté des Sciences de Paris. (Page 3).
- La décision de M-Luce, quelques pages de Roger MARTIN DU GARD, et une lettre inédite de l'auteur (Page 8)
- Les « teddy boys » et le K.K.K. ne feront pas la loi à Londres : un reportage de notre correspondant permanent Jean-Pierre MURRA CIOLI. (Page 3).

Plus que jamais s'imposent la vigilance et l'union !

INQUIÉTANTE EFFERVESCENCE des groupes racistes, antisémites

et antirépublicains

A la veille du référendum UNE MISE EN GARDE du Conseil National du M.R.A.P.

Le Conseil National du M.R.A.P. ayant suivi avec la plus grande vigilance l'évolution de la situation dans la dernière période, constate que la menace du racisme et de l'antisémitisme n'a cessé de s'aggraver par suite de la mise en place d'hommes et d'organismes dont les activités justifiaient, dès avant le 13 mai, l'inquiétude des antiracistes.

• Les ligues antisémites et racistes dissoutes au lendemain du coup de force d'Alger, se sont reconstituées après le 1er juin et intensifient leur agitation néfaste; ceux de leurs membres qui avaient été arrêtés sont libérés et bénéficient de l'impunité.

• D'autres groupes se sont constitués qui manifestent clairement leurs objectifs antirépublicains ainsi que leurs tendances racistes, antisémites et xénophobes.

• Dans leur presse, les uns et les autres multiplient librement les excitations à la haine, les menaces, les appels à la violence, exprimant leur satisfaction de voir leurs exigences progressivement satisfaites.

• Des collaborateurs notoires condamnés à la Libération reparaissent au premier plan de la vie publique, et certains se voient offrir des tribunes à la radio nationale.

• Dans le même temps, le drame algérien qui a favorisé le développement des menées factieuses, prend des proportions de plus en plus alarmantes, y compris en France même.

Le Conseil National constate en outre qu'aucune mesure ni prise de position des pouvoirs publics n'autorise à espérer que soit mis un terme à cet enchaînement de faits inquiétants.

C'EST dans ce climat qu'aura lieu le 28 septembre le référendum sur la nouvelle Constitution, d'ores et déjà approuvée, entre autres, par des hommes et des groupes connus pour leurs positions racistes, antisémites et antirépublicaines, affirmant qu'il s'agit là d'une étape nécessaire vers la suppression effective du régime démocratique et la réalisation de leurs objectifs.

Le Conseil National souligne que le préambule de la nouvelle Constitution, s'il fait allusion au texte de 1946 (d'ailleurs abrogé), ne précise plus les garanties qui s'y trouvaient concernant en particulier « les droits inaliénables et sacrés » de « tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance », et soulignant que « nul ne peut être lésé dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances ».

Le peuple français a certes toujours manifesté et manifesterait toujours son opposition active au racisme et à l'antisémitisme, en même temps que son attachement à tous les principes démocratiques; mais les nombreuses dispositions qui limitent les pouvoirs et les contrôles exercés par lui et ses élus, et favorisent l'arbitraire de l'exécutif, ouvrent la voie aux abus qu'il réprovoque.

EN conséquence de toutes ces données, le Conseil National estime que les antiracistes doivent être mis en garde contre l'approbation d'une entreprise qui met en péril les idéaux qui leur sont chers, et doit être appréciée, abstraction faite de l'homme qui l'a inspirée et proposée.

Il les appelle à agir vigoureusement, dans l'union, contre toute manifestation de racisme et d'antisémitisme, pour la défense de la démocratie, afin d'empêcher que renaissent les mœurs qui naguère ont si durement éprouvé notre pays.

UN bref communiqué de presse nous l'apprend : les poursuites engagées au lendemain du 13 mai contre une poignée de trublions fascistes, après la dissolution de quatre ligues antirépublicaines, ont pris fin officiellement le 20 juillet. Les deux derniers inculpés ont bénéficié ce jour-là, d'un non-lieu.

Ainsi se trouvent complètement effacés les quelques mesures prises à Paris pour défendre la République, après le coup de force d'Alger. Mesures dérisoires, il est vrai — timides et tardives concessions à l'opinion démocratique : l'arrestation de quelques lampistes n'empêcha pas les groupes « dissous » de développer leur agitation, ni les chefs responsables de comploter de plus belle, et surtout d'autres organisations plus importantes, plus dangereuses — et délibérément épargnées — de poursuivre leurs menées funestes.

Mais il faut croire que même cela, c'était trop, après le 1^{er} juin. Et les quatre ligues antirépublicaines, frappées théoriquement d'interdit, n'ont pas tardé à reparaitre au grand jour, avec l'antisémitisme et le racisme au premier point de leur programme.

Nous avons relaté dans notre dernier numéro, comment le *Mouvement Jeune Nation*, non seulement n'a jamais cessé d'exister, mais a pu éditer, à partir du 5 juillet, un organe bimensuel, qui réunit les signatures des plus fiefés antisémites, tels Henry Coston et Georges Virebeau, connus pour leur collaboration active aux entreprises de l'occupant nazi.

Nous rapportons que Biaggi, ne croyant pas devoir relancer son *Parti Patriote Révolutionnaire*, avait tenu une conférence de presse pour appeler ses hommes, de main, à « militer dans les comités de salut public ».

Depuis, c'est aussi au cours d'une « conférence de presse » que le sieur Gastaud, dit Luca (se présentant lui-même comme le neveu de Déat), a



Phalange Française ? Mouvement Populaire Français ?...
Les revoilà !...

(Suite page centrale.)

Tandis que se poursuit LA BATAILLE DE LITTLE ROCK

Un noir de l'Alabama Jimmy WILSON sera-t-il exécuté le 24 octobre parce qu'accusé d'un vol de 1 dollar 95 ?



UNE fois de plus le racisme se déchaîne aux Etats-Unis, à l'occasion de la rentrée scolaire. Tous les regards se tournent, cette année encore vers Little Rock, dans l'Arkansas, où se livre sous une forme spectaculaire la bataille pour l'intégration des enfants noirs dans les mêmes écoles que les enfants blancs.

Mais Little Rock n'est qu'une des nombreuses villes et l'Arkansas, qu'un des nombreux Etats où les partisans de la ségrégation mettent en échec la décision prise en 1954 par la Cour Suprême des Etats-Unis.

Il importe de voir le problème dans toute sa gravité. L'an dernier, certes, l'intervention de l'armée fédérale a permis l'intégration dans un lycée de Little Rock. Mais il faut bien constater que :

1. les trois autres lycées de la ville restent interdits aux noirs;



Le gouverneur Faubus : « Allo ! Je veux qu'on ferme les écoles plutôt que de voir ensemble enfants noirs et en fants blancs... »

(Suite page 7)

La couleur du sang

Le drame se passe à la Nouvelle-Orléans, la cité par excellence du jazz, rendue célèbre dans le monde par le talent de ses musiciens noirs.

Mais reconnaître ce talent, l'exploiter (matériellement et moralement) n'empêche pas les sentiments. Et les sentiments, en l'occurrence, ce sont la haine, le mépris, la cruauté, qui forment le cortège du racisme.

Un petit garçon noir de 3 ans, Gary Bilbo, gravement malade, risque de mourir à la Nouvelle-Orléans, faute d'une transfusion sanguine effectuée en temps utile : il ne s'est pas trouvé, à l'hôpital, assez de sang de sa couleur.

Le sang est rouge, dira-t-on. Ce n'est pas le cas en Louisiane, où le sang est étiqueté « blanc » ou « noir » selon la peau de celui qui l'a donné. Absurde du point de vue biologique, cette distinction, aux conséquences funestes, relève de la logique raciste.

Ainsi, une fois de plus, le racisme apparaît comme une maladie mortelle non pour ceux qui en sont atteints mais pour les victimes qu'eux-mêmes attaquent ou désignent.

C'est ce qui l'apparente à la rage.

En ce milieu du 20^e siècle, l'homme n'a pas pu vaincre encore cette rage-là.
Oncle TOM

DRAME ALGERIEN

► LE CYCLE INFERNAL

Alors que les événements de mai-juin et les mots d'ordre d'« intégration » amenaient certains à espérer une solution prochaine du drame algérien, il faut bien reconnaître que, depuis trois mois, il n'a fait que s'aggraver.

Le sang continue de couler de part et d'autre en Algérie, où des renforts ont été envoyés. Et voilà que la guerre prend pied en France même, avec, les attentats, la répression accentuée, avec tout ce qui, fatalement, s'ensuit : victimes innocentes, haines exacerbées.

Et chaque jour il apparaît plus difficile de combler le fossé qui se creuse entre

des populations qu'un autre climat pourrait amener à une coexistence harmonieuse.

Au bout de cet enchaînement de violences, on ne voit aucune issue : seule une orientation toute différente, vers la paix, dans le respect de la dignité de tous, des intérêts de tous, rendrait possible une amélioration.

Encore faudrait-il que cessent les campagnes déclenchées par certains milieux, selon une méthode qui a fait ses preuves en Algérie, visant à discréditer tous ceux qui, au lieu du cycle infernal des violences et des haines, préconisent la négociation, la compréhension, en quoi pourrait se manifester une politique de véritable grandeur.

► LE BAZOOKA ET L'ANTISÉMITISME

Malgré quelques palinodies, le ministre des Armées a donc laissé étouffer l'affaire du « bazooka ». Singulière histoire judiciaire que celle d'un procès où un tribunal d'officiers paraît hésiter devant l'idée de condamner les assassins du commandant Rodier. Par inadvertance, il est vrai ! Songez donc, les hommes de l'O.R.A.F. n'en voulaient qu'à la vie du général Salan !

Que, le 13 mai, le général Salan soit passé dans le camp de ceux qui voulaient l'expédier dans l'au-delà, cela suffit-il à enlever à leur acte son caractère criminel ? Aux termes de la loi ils risquent trois fois la mort. 1) Pour avoir assassiné ; 2) Pour avoir tenté d'assassiner ; 3) Pour avoir détruit par explosif un bâtiment militaire.

Peccadille que tout cela, explique l'avocat fasciste Tixier-Vignancour, inévitable dans une telle affaire. Renvoyez, Messieurs, renvoyez aux calendes... Ignorez-vous donc que si l'on débat de cette affaire des ministres seront compromis !

Le désarroi du tribunal devant une telle offensive laissait trop évidemment, à penser que le dossier était, lui aussi, chargé d'explosif. C'est pour dissiper cette impression fâcheuse que l'on eût recours à une seconde audience. Le risque n'était pas grand puisque le principal inculpé, le Dr Kovacs, remis en liberté opportunément (et scandaleusement) quelques jours auparavant, en avait profité pour se faire opérer de l'appendicite. Pas d'accusé, pas de procès. On verra plus tard...

Cette comédie était, somme toute, trop répugnante pour que la presse dans son ensemble n'élevât une protestation plus ou moins timide. S'il ne s'agissait que de la « presse de trahison », selon Jean-Baptiste Biaggi (un autre avocat fasciste inévitable dans une telle affaire) : l'Express, le Monde, Libération... Mais La Croix, et même l'Aurore s'étaient mises de la partie, au grand dam de Tixier-Vignancour, Biaggi et des avocailles fascistes d'Alger. Voyez donc l'insolence de cette presse ! Elle refuse de ne voir dans les assassins du commandant Rodier que de purs et vrais patriotes, des zéloteurs de l'Algérie française !

Il ne peut y avoir qu'une raison à cela : ces journalistes sont tous des juifs...

Et de se livrer dans le prétoire à une odieuse manifestation d'antisémitisme. De

LE CARNET DE D.L.

NOS DEUILS

Un deuil cruel a frappé, à la fin de juillet, la famille de notre ami Simon Arbitourer, membre du Bureau National du M.R.A.P., dont la nièce, âgée de 8 ans, a péri noyée dans un dramatique accident. « Droit et Liberté » tient à se joindre au M.R.A.P. pour exprimer à nos amis sa douloureuse sympathie.

Notre amie Mme Fagennes vient d'avoir la douleur de perdre sa mère, Mme Hochman, décédée le 16 juillet à Paris. Nous lui exprimons, ainsi qu'au Dr Fagennes, les condoléances affectueuses du M.R.A.P. et de « Droit et Liberté ».

tous ceux qui ne tiennent pas les conjurés du bazooka pour de purs héros, on n'en attaquera que deux : Philippe Grumbach et Madeleine Jacob. Et on prononcera « Groombarrrh » et « Yacoob », afin que nul n'en ignore.

Le tribunal militaire n'a pas bronché. Ce procès du bazooka trouve ainsi quelque filiation dans l'affaire Dreyfus où pesait également la « raison d'Etat ». Et quand les antisémites d'aujourd'hui se réclament de l'esprit des émeutiers du 13 mai, on peut augurer des conséquences qu'aurait la victoire en France d'un fascisme chaque jour plus voyant.

Georges ROYER.

DISCRIMINATIONS

► UN MÉDECIN

Un médecin guadeloupéen, le Dr. F. Mayeux, a adressé à toute la presse parisienne la lettre que nous reproduisons ci-dessous :

Le cœur ulcéré et soulevé par une troublante rancœur, je viens vous demander de bien vouloir signaler à vos lecteurs le fait suivant :

Originaire de la Guadeloupe et ayant fait mes études de médecine à Paris, je devais remplacer le docteur G. B..., à C..., dans la Creuse, du 7 au 31 juillet 1958. Après un long voyage, je me présentai le dimanche 6 juillet, chez le docteur B... Voyant que j'étais noir, ce confrère m'a éconduit en voulant bien toutefois me remettre la lettre suivante :

« Le canton où j'exerce étant spécialement en retard psychologiquement, je ne crois pas qu'il soit souhaitable que le docteur Mayeux fasse

mon remplacement, chose que je déplore personnellement... »

Ce n'est pas la première fois que je subis une telle vexation. J'ai déjà tenu le Conseil National de l'Ordre des Médecins au courant du comportement de quatre médecins qui, l'année dernière à la même époque, m'ont adressé des lettres de refus de remplacement, lettres dans lesquelles ils me reprochaient ma pigmentation.

Je pense que ces faits regrettables sont mal connus par les Français et qu'il est nécessaire de tout faire pour qu'ils ne se reproduisent plus.

Il faut, en effet, que de tels faits soient connus et dénoncés, comme contraires aux traditions de notre pays et aux sentiments de l'immense majorité des Français. On a peine à croire à tant d'esprit rétrograde, non pas chez les clients du Dr. G. B..., mais chez le docteur lui-même, car c'est bien lui qui prend cette position raciste, en l'attribuant gratuitement à toute une population.

► UN EMPLOYÉ

Cette lettre est à rapprocher de cette autre, publiée quelques semaines plus tard par un hebdomadaire, sous le titre : « La raison d'un renvoi » :

Accueilli par la direction locale de la succursale à Lyon d'un grand magasin en qualité de vendeur, à la suite d'une petite annonce, j'ai donné toute satisfaction pendant trois mois dans l'exercice de mes fonctions.

Je reçois ce jour communication verbale de mon directeur, m'informant que la direction générale de Paris refuse de m'employer plus longtemps, et ce, parce que je suis Juif algérien, et uniquement pour cette raison !

Serait-ce là un symptôme de la nou-
(Suite page 3.)

Le souvenir de

JOLIOT-CURIE

ON ne pouvait approcher de Joliot sans être conquis à la fois par sa simplicité, la rectitude de son jugement, la pénétration de sa pensée. Physicien de génie, il mettait à tout ce qu'il faisait le même soin, la même habileté qu'à la physique.

On sait que les éléments radioactifs naturels, comme par exemple l'Uranium, le Radium, subissent spontanément des transmutations successives qui les amènent au plomb. On doit à Irène Curie et à Frédéric Joliot la découverte de méthodes permettant de fabriquer des éléments radioactifs. Ces éléments, qui n'existent pas dans la nature, présentent ce qu'on appelle la radioactivité artificielle. En

par
E. SCHATZMAN
Professeur à la Faculté des Sciences de Paris.

réalité, cette radio-activité est tout aussi naturelle que la radioactivité naturelle, mais elle a été provoquée par l'intervention de l'homme.

Cette découverte, qui démontrait l'aptitude de l'homme à agir sur le noyau de l'atome, et par là même était à l'origine d'une suite quasi indéfinie de nouvelles recherches, valut à ses auteurs le Prix Nobel de Physique. Mais le talent de Joliot ne se limita pas à cette découverte. De 1930 à la guerre il participe activement à la découverte du neutron, travaille sur la matérialisation du rayonnement gamma et apporte en 1939, après les travaux de Hahn et Strassmann, la preuve que, dans certaines conditions, les atomes d'Uranium peuvent subir la fission en chaîne.

Un tel talent allait de pair avec d'immenses qualités humaines. Déjà profondément attaché à toutes les causes justes, Joliot allait pendant la guerre, se dépenser sans compter au service de la Résistance. Dans les derniers mois de l'occupation, vivant caché dans un quartier populaire, il eut l'occasion de voir par lui-même l'intérêt passionné des travailleurs pour tout ce qui touche à la science.

Sa haute conscience de l'importance de la science dans la société moderne devait l'amener à des rôles de direction de premier plan : premier directeur du Centre National de la Recherche Scientifique à la Libération, puis Haut Commissaire à l'Energie Atomique jusqu'en 1950, Joliot se révéla comme un organisateur et un administrateur de premier ordre. Il devait à nouveau manifester ces qualités lorsqu'après la mort de sa femme, il prit la direction des constructions destinées aux études de physique nucléaire dans les nouveaux bâtiments de la Faculté des Sciences de Paris à Orsay.

Président jusqu'en 1956 de la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques, Joliot travailla activement au rassemblement des scientifiques du monde entier, pour qu'ils fassent entendre leur voix,



pour que leurs conseils et leurs avis soient écoutés, et surtout pour que leur rôle et leur situation dans la société soient reconnus.

La plus haute conscience n'était-elle pas chez lui la conscience de la responsabilité du savant ? C'est à ce titre qu'il mena campagne contre la bombe atomique et anima de façon inoubliable le mouvement de la paix. A son appel, à son souffle, sous son regard, la crainte disparaissait en même temps que les perspectives de victoire de la sagesse et du bon sens transfiguraient la voie rude mais grandiose de la lutte pour la paix.

La mort de Joliot nous prend tous au dépourvu. Lui si vivant encore au début du mois de juillet, il est impossible de se faire à son départ. Les souvenirs que je garde de lui sont faits de vie et de séduction : on l'aimait.

Son parti, le Parti Communiste, le Mouvement de la Paix, la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques, et tous les corps savants : l'Université, l'Académie des Sciences, les Sociétés scientifiques innombrables dont il faisait partie, peuvent trouver dans leurs regrets la mesure du vide qui vient de se creuser. Il était au service de l'humanité tout entière. Son souvenir doit nous servir d'exemple.

L'HOMMAGE DU M.R.A.P.

Attaché à la défense de toutes les nobles causes, Frédéric Joliot-Curie était membre du Comité d'Honneur du M.R.A.P.

Une délégation de notre Bureau National, conduite par notre secrétaire général, Charles Palant, est allée s'incliner à la Sorbonne, le dimanche 17 août, devant le cercueil de l'illustre savant.

Une large délégation était également présente aux obsèques le 19 août.

à...

BERNE

© Le Piloni, le journal antisémite édité en France sous l'occupation reparait en Suisse. Directeur : Georges Otramare (alias Charles Dieudonné).

BUCHENWALD

© Le mémorial construit sur l'emplacement du camp pour rappler les crimes nazis a été inauguré au cours d'une émouvante cérémonie, le 13 septembre. Les dirigeants de la République Démocratique Allemande et de nombreuses personnalités de divers pays étaient présents à cette manifestation, à laquelle plus de 100.000 personnes ont participé.

BONN

© Dix-sept partis néo-nazis, 21 organisations de même caractère, deux groupements de « victimes de la dénazification », 58 organisations d'émigrés fascistes, 6 agences d'aide aux anciens criminels de guerre, 5 bureaux d'organisations fascistes internationales, 939 groupes nazis d'anciens combattants, 48 associations d'anciens SS, 73 organisations fascistes de jeunesse : tel est le tableau fait récemment par les organisations juives, de la recrudescence du nazisme en Allemagne occidentale.

LONDRES

© La recrudescence de l'antisémitisme et du racisme en Grande-Bretagne a été vigoureusement dénoncée dans une résolution par le congrès du Labour Party, qui s'est tenu à Scarborough, du 29 septembre au 3 octobre.

MALMOE

© Fondée dans cette ville suédoise en 1951, l'Internationale néonazie, dirigée, entre autres, par Maurice Bardèche, vient d'y tenir un nouveau congrès. Entre autres rapports, celui d'un certain Landig, de Vienne, sur « l'avenir de la race blanche ».

ROME

© Aux cris de « mort aux juifs », « vive Mussolini », des jeunes fascistes ont manifesté dans les quartiers où habitent le plus de juifs. Ils ont ensuite souillé le monument élevé à la mémoire des déportés et fusillés juifs.

WASHINGTON

© Le chômage, aux Etats-Unis, touche 1.024.000 noirs, soit 20 % du total des chômeurs, alors que les noirs ne représentent que 10 % de la population active.

QUAND LES « TEDDY BOYS » ET LE KU KLUX KLAN VEULENT FAIRE LA LOI A LONDRES...

De notre correspondant permanent à Londres
Jean-Pierre MURACCIOLI

EN pénétrant dans la salle d'audience du tribunal de police de « West London », on percevait aussitôt que quelque chose d'exceptionnel s'y passait.

Les gardiens de la paix étaient assis à leur place habituelle et le reporter de la « Press Association » prenait le compte rendu de l'audience de la même façon calme et minutieuse; cependant, en observant les visages plus attentivement, on distinguait une angoisse inaccoutumée dans leur expression. Seul M. Guest, le juge de paix de « West London », avait son air habituel, et c'est sur le même ton modéré que quelques jours auparavant il prononçait, regardant par-dessus ses lunettes, la phrase d'usage : « Public must be protected! », qu'il condamna les dix-sept inculpés à diverses amendes.

Les motifs d'accusation étaient : port d'armes blanches, coups et blessures, résistance aux pouvoirs publics. Mais chacun savait quel était en fait le vrai motif : EMEUTES RACISTES.

Emeutes racistes à Londres

Notting Hill Gate, ce quartier de Londres immortalisé par G.K. Chesterton, est depuis quelques semaines le théâtre d'emeutes racistes.

Le 18 août, deux maisons situées 63 et 65 Stowe Road, Shepherd's Bush, occupées par plusieurs familles noires, sont assaillies dans la soirée par un groupe de jeunes gens. Le même soir, vers 20 heures, un blanc, M. George Starker, demeurant également à Shepherd's Bush, est blessé superficiellement par un groupe de noirs.

Le 31 août, vers 1 heure du matin, plus de deux cents personnes, blancs et noirs, livrent combat dans Bramley Road, Ladborke Grove; le 130 Bramley, Road est assailli par un groupe

de blancs. Ils brisent les vitres à l'aide de bouteilles de lait.

Jeux d'enfants

Le dimanche matin, ayant pris connaissance des émeutes de la veille, je décidai d'aller passer la soirée à Bramley Road.

Vers 16 heures, comme j'arrivais, tout était calme. Cependant, au coin des rues, par petits groupes, on discutait des événements du samedi soir. Comme je me dirigeais vers le pont de Latimer Road, un groupe de jeunes garçons de sept à dix ans passa devant moi, brandissant des bouteilles, des gourdins, des barres de fer. Je pensais tout d'abord qu'à l'instar des bambins de chez nous, ils jouaient aux gendarmes et aux voleurs. Je fus vite détrompé lorsqu'ils commencèrent à crier au passage d'un couple noir : « Let us kill neegros ! » (Sus au nègres !). Ils s'en tinrent heureusement à des cris, ce n'étaient que les préliminaires...

Chasse aux nègres dans les rues de Londres

Vers 19 heures, les « grands » commencèrent à arriver, des adolescents, dont certains étaient tout juste plus âgés que les précédents.

Ils formèrent des petits groupes discutant à propos, préparant certainement l'expédition du soir !

Déjà, plus un noir ne s'aventurait dans Bromley Road; les visages se faisaient plus tendus, l'atmosphère s'alourdissait avec la tombée du jour; on sentait qu'au moindre incident l'orage allait éclater.

Je vis avec soulagement arriver la voiture de G.S., reporter de la B.B.C. Très courageusement, il sortit de sa voiture et prit pendant plusieurs minutes des vues de la foule. Après quoi, nous décidâmes d'aller attendre les événements un peu plus loin, après le pont de Latimer Road. Comme nous discutions de l'opportunité d'un séjour plus prolongé dans Ladborke Grove,

nous vîmes tout à coup un noir d'environ trente ans passer en courant devant nous, suivi de très près par plusieurs jeunes garçons brandissant des barres de fer et des bouteilles de lait : nous fûmes si surpris que G.S. perdit de précieuses secondes avant de se précipiter sur sa caméra.

Quelques minutes plus tard, comme nous tournions le coin de Lancaster Road, nous eûmes juste le temps d'apercevoir un noir s'écrouler sous les coups de barres de fer.

La bataille devait bientôt se généraliser. Sept policiers furent blessés, des dizaines de personnes furent emmenées au « West London Hospital » — dix-sept arrestations.

Comme je quittais les lieux, Bramley Road semblait apaisée, mais ce calme n'était qu'apparent, la haine alourdissait l'atmosphère, et l'on pouvait lire sur les visages fermés de chacun qu'à la prochaine occasion la lutte recommencerait.

On ne sert pas les noirs

Mais les événements de Londres n'étaient en fait que la continuation des émeutes racistes de Nottingham (300 km. de Londres), où, le 25 août, plus de mille Anglais, Antillais, Pakistanais et Africains se livrèrent bataille pendant plus d'une heure dans St. Ann's Well Road.

Le 29 août, nouveaux incidents, toujours dans St. Ann's Well Road, où un groupe de blancs arrêta la voiture d'un Antillais en criant : « Let us lynch them ! » (Lynchons-les !). La bataille se généralisa bientôt, plusieurs journalistes furent frappés par la police et cinquante personnes arrêtées.

Le lendemain de l'émeute, une « Public House », « The Chase Tavern », apposait cet écriteau à sa porte : « En raison des récents incidents, aucun noir ne sera servi ici. »

Teddy Boys...

Le chef de la police de Nottingham devait reconnaître plus

tard que ces émeutes avaient été provoquées par des attaques perpétrées par des jeunes gens contre des familles noires.

Nous touchons là le point crucial du problème. En effet, dans les différents cas d'émeutes racistes, à Londres comme à Nottingham, il a été établi qu'elles ont été provoquées par des « teddy boys ».

On appelle ainsi les jeunes snobs, assez nombreux dans certaines villes, qui éprouvent le besoin de « s'affirmer » par des excentricités vestimentaires (chemise blanche, complet noir, chaussures effilées) et par des actes qui font d'eux, bien souvent, de vulgaires voyous.

Il faut dire que l'Angleterre a subi plus encore qu'aucun autre pays d'Europe l'invasion de la « culture » américaine sous forme de « western », « comics » et « juke boxes », autant d'éléments incitant à la violence !

Quelle belle occasion pour ces jeunes nourris de films américains où les blancs tuent les peaux-rouges, d'incarner « pour de vrai » leurs héros favoris !

...et Ku Klux Klan

Ces raisons ne sont pas suffisantes néanmoins pour expliquer l'orientation raciste de leurs activités.

C'est M. Boyce, secrétaire de la « League of Coloured People », qui me fit toucher du doigt le fond du problème.

« Il semble, me dit-il, qu'une force mystérieuse dirige, sinon oriente, au début les teddy-boys. »

Je compris qu'il faisait allusion à la lettre reçue la semaine dernière par Miss Claudia Jones, rédacteur en chef de « West Indian Gazette », sur papier à en-tête du Ku Klux Klan, demandant un abonnement à adresser au « King Kleagle of the K.K.K. of Great Britain » et se terminant par des « salutations aryennes ».

Notons en passant qu'il y a actuellement à Londres deux « King Kleagle » revendiquant chacun la primauté du K.K.K. L'un d'eux, Maurice Wool-

ford, alias Woodland, fit passer, il y a plusieurs mois, de la publicité invitant à adhérer au K.K.K. L'agence qui se chargeait de la distribution de son budget publicitaire est spécialisée dans la publicité pornographique...

Lorsque l'on dit racisme on pense aussitôt à fascisme et l'on vient tout normalement à se demander s'il n'y aurait pas quelque relation entre les émeutes racistes et les partis « nationaux » anglais.

Le plus important, « Union Movement », le parti de Oswald Mosley, qui tenait un meeting il y a quelques semaines à Trafalgar Square, nie toute influence sur les événements de Londres et de Nottingham. Néanmoins, son organe, « Action », se proclame contre « l'invasion des peuples de couleur ». En lisant « Action », on peut constater combien l'internationale fasciste, scellée au congrès de Malmoe en mai 1951, coordonne son action, sous la direction d'hommes tels que Maurice Bardèche. En effet, les articles, les citations, ne sont que la traduction anglaise de ce que l'on peut lire dans « Rivarol » ou « Jeune Nation ».

Le Lt-colonel Cordeaux, député de Nottingham, puis, quelques jours plus tard, M. Butler, ministre britannique de l'Intérieur, préconisèrent comme solution aux émeutes raciales la limitation de l'immigration coloniale.

M. Butler pense-t-il que de telles mesures puissent résoudre la crise du logement, de l'augmentation permanente du chômage qui sont des causes primordiales de ces événements ? C'est à cela et non à l'immigration des peuples de couleur que le gouvernement doit mettre un frein !

Le monde a maintenant les yeux tournés vers l'Angleterre, ses amis espèrent qu'elle apportera une solution rapide et juste à cette pénible situation; ils lui font confiance. Le pays de William Wilberforce, tolérant par tradition, fut toujours ouvert aux peuples de toutes les races.

(Suite de la page 2.)
velle ligne politique française ou le début d'un antisémitisme renaissant ?

Georges B...,
Lyon.

Voilà démontrée une nouvelle fois la nécessité, pour notre Mouvement et pour notre journal, d'étendre toujours plus leur action contre les préjugés, pour plus de compréhension entre les hommes, pour le respect des droits et de la dignité de tous sans distinction de race ou d'origine.

HIER et AUJOURD'HUI

► Dix criminels bientôt libres

Dix anciens officiers de la Wehrmacht et membres de la Gestapo, ont été jugés au mois d'août, à Ulm (Allemagne Occidentale). Ils étaient accusés de l'extermination de plus de 5.000 juifs lithuaniens, en 1941.

Chargés par Hitler, Himmler et Heydrich de « liquider » les juifs de Lithuanie, ils ont reconnu leur participation à l'organisation du massacre et même de son exécution. 170 témoins ont relaté les horreurs commises, mais il n'a pas été possible de retrouver un seul juif lithuanien ayant survécu à cette monstrueuse entreprise qui fut « menée à bien » en quelques mois.

Le procureur demanda la peine maximum, c'est-à-dire les travaux forcés à perpétuité. Mais le Président de la Cour, tout en soulignant que « le meurtrier d'hommes pour des raisons raciales doit être placé au niveau le plus bas des crimes humains », a déclaré que les bourreaux avaient agi « sur ordre » et leur a donc accordé les circonstances atténuantes.

Les condamnations prononcées vont de 3 à 15 ans de prison. C'est-à-dire que, arrêtés il y a maintenant 13 ans, tous ces criminels seront bientôt libres.

Est-ce ainsi que l'on entend « faire l'Europe » ?

VOUS DITES ? «Droit et Liberté» répond ici; aux mensonges racistes

Walter Frank, fondateur à Francfort de « l'Institut antisémite de recherches sur la question juive », un maniaque sanglant qui se donna pour tâche, sous le régime hitlérien, de parcourir l'Europe en pillant bibliothèques, et archives pour en extraire tous documents susceptibles d'étayer ses théories démentielles, eut le juste réflexe de se suicider lorsque s'effondra le III^e Reich. Mais il laissa au monde son principal collaborateur et disciple, nommé Heinz Peter, qui continue tranquillement son « œuvre » dans cette partie de l'Allemagne où l'on interdit la V.V.N. (Association des Victimes du Nazisme). Il a donné il y a peu de temps une interview à un journaliste américain, à laquelle nous voulons faire écho pour l'édification de nos lecteurs :

Question : Quel est le grief principal que vous faites aux juifs ?

Réponse : Je les considère responsables de la plupart

des révolutions du siècle dernier dans le monde occidental. Ce sont eux qui y ont répandu les doctrines corruptrices de la démocratie, doctrines nées en France. On demande des noms : qui était juif parmi les philosophes français du XVIII^e siècle qui préparèrent les esprits à la Révolution ? Qui était juif parmi les Jacobins ? Babeuf était-il juif ? Il y aurait eu des juifs notoires parmi eux que le fait ne prouverait d'ailleurs à peu près rien. Mais c'est un fait qu'il n'y en a pas eu.

Il est absurde, même si les juifs doivent à la Révolution de 89 leur émancipation, d'identifier à un conflit religieux les luttes sociales qui virent triompher la bourgeoisie sur la féodalité.

D'autant plus qu'en citant quelques noms bien choisis, on peut faire la démonstration contraire (et les racistes ne s'en privent pas, selon les besoins de leur cause) puisque les juifs, comme l'ensemble des citoyens (catholiques,

protestants, athées) appartiennent aux différentes couches sociales et à tous les courants politiques.

Ainsi, chacun sait que : 1) Louis Napoléon Bonaparte, le « petit », fut l'incarnation de la contre-révolution en plein XIX^e siècle français ; 2) que les Rothschild et les Pereire, entre autres, lui apportèrent un soutien actif.

Et — une fois encore — cela ne prouve rien du point de vue juidaïque, car chacun sait que la bourgeoisie montante de l'époque, catholique et protestante, lui apporta tout entière son soutien, car c'était LA finance et ses parasites qui avaient besoin de Badinguet et de son système-étouffoir, quelles que soient les origines ethniques ou religieuses des banquiers triomphants.

Notre nazi en liberté poursuit :

— Ils ont aidé les bolcheviks après la première guerre mondiale.

L'imbécile ! Il feint d'ignorer que, s'il y eut des juifs

pour aider le régime soviétique et sympathiser avec lui, il s'en trouva également parmi ses adversaires, selon — encore une fois — la classe sociale à laquelle ils appartenaient et les opinions politiques qu'ils professaient.

...Mais voici qui éclaire tout :

Question : Acceptez-vous le terme « cruel » appliqué au régime hitlérien ?

Réponse : (...) Pour les besoins de notre cause, nous n'avons pas été assez cruels aux moments et dans les circonstances où il aurait fallu l'être.

Tout commentaire est superflu. Mais si l'on a quelque don pour la logique la plus évidente, on doit conclure que ce qui est grave ce n'est pas qu'un aliéné et un criminel comme ce Heinz Peter existe, mais qu'il puisse librement s'exprimer.

N'est-ce pas ? Monsieur Adenauer...

Roger MARIA.

VOUS AUSSI,

faites connaître la vérité!

● Diffusez «Droit et Liberté» ● Recrutez des abonnés ●

(Suite de la page 1.) fait connaître la transformation de la Phalange Française en Mouvement Populaire Français.

« Notre victoire est totale, déclarait Biaggi au début de juin. Notre parti a atteint son but, puisque le général de Gaulle est au pouvoir ».

satisfaction entière lui est donnée : Massu, déjà nommé préfet, est promu à un grade supérieur, ainsi que d'autres généraux d'Algérie ; le général Salan est décoré ; mieux : le général Jacques Faure, sanctionné en 1957 pour avoir complotté contre la République, devenu ensuite candidat de Poujade aux élections partielles du Rhône, se voit confier un important commandement en Algérie.

On peut, bien sûr, interpréter les faits différemment. Mais on ne saurait ignorer ce climat nouveau dans lequel évoluent maintenant des groupes, des hommes, des journaux hostiles à la démocratie, et que nous connaissons bien par leurs menées antisémites et racistes.

Au lendemain du 13 mai, il tenta de constituer un « maquis » dans le sud-ouest, en liaison sans doute avec l'organisation des colons algériens venus s'installer dans cette région, dont le dirigeant, le général Vésine de la Ras figure également au comité directeur du M. P. 13. A leurs côtés se trouvent, entre autres : Yves Gignac et le commandant Lassauze, de l'Association des Anciens Combattants de l'Union Française, arrêtés le 15 mai ; Dorgères, l'ex-chef des « Chemises Vertes » ; Albert Frouard et Henri Moreau, liés à Tixier-Vignancourt ; (Suite page 6.)

UN CLIMAT NOUVEAU... Affaire classée, donc. Sur le plan juridique au moins. Mais ce n'est pas assez de dire qu'une page est tournée, que les groupes antisémites, racistes et antirépublicains — ces quatre-là et les autres — ont repris comme avant leurs activités. En trois mois, le climat s'est profondément transformé.

Le phénomène d'« intégration » dans le « système » actuel est illustré on ne peut mieux par la désignation de M. Soustelle au ministère de l'Information. De Rivarol au Bloc, de Salut Public à Jeune Nation, cette mesure a été saluée comme un grand succès depuis longtemps préparé et attendu. « Enfin, M. Soustelle a pu accéder au poste important que M. de Gaulle avait promis aux Algériens du 13 mai ! » exulte Georges Calzant dans Aspects de la France...

Quant au journal ultra Salut Public « organe officiel de liaison et d'information du Mouvement de Salut public », largement approuvé par la presse xénophobe de France, il estime que la situation se développe exactement selon le schéma prévu : « Le 13 mai a été le premier pas indispensable pour faire sortir le pays de l'ornière... »

Regroupements... Les « regroupements » qui s'opèrent ainsi depuis trois mois se font à travers de nombreuses contradictions, mais aussi se chevauchent et s'entre-mêlent. Où en sommes-nous en ce début de septembre ?

« A la radio BARDECHE... et quelques autres » Voici les programmes de radio du 2 septembre. Ce n'est pas sans surprise que nous y relevons le nom de Maurice Bardeche. Surprise et indignation aussi.

En parcourant la presse de haine...

« Restez ferocelement anti-métèques (dans la mesure du toléré), il y a une bonne clientèle à servir ». C'est en ces termes qu'un lecteur de « Jeune Nation », dans une lettre que reproduit le numéro du 16 août, encourage ce journal (édité depuis le 5 juillet).

« L'un de ses collaborateurs, plus précis, a met en garde ces métèques, ces démocrates, qui croient encore pouvoir sauver la République : « Ils ne se rendront compte de leur erreur, proclame-t-il, que lorsqu'une belle nuit, une poigne vigoureuse et juvénile viendra les tirer du lit pour les aligner contre un mur ».

« LES COMITÉS DE SALUT PUBLIC. — Créés à l'instar de ceux d'Algérie, ils semblent n'avoir pas réussi à s'implanter en France. Quelques-uns se manifestent encore (notamment à Marseille, Toulouse, Montpellier, etc.), mais cette appellation ayant été jugée sans doute trop impopulaire, la plupart ont changé de nom. Ils sont devenus, par exemple, « Comités de rénovation nationale », ou « Centres d'action nationale ».

« LE MOUVEMENT POPULAIRE DU 13 MAI, en abrégé M. P. 13. — Son dirigeant, le général Chassin, est l'une des figures les plus marquantes des milieux antirépublicains qui s'agitent depuis quelques temps. Ancien commandant en chef des forces armées de l'O.T.A.N., il a pris ses retraites récemment pour se consacrer à l'action politique.

« Pas plus qu'entre les hommes, il n'y a d'égalité entre les peuples... C'est dans leur aptitude à s'organiser pour vivre et grandir que les peuples sont inégaux. Cette aptitude, les peuples la possèdent ou ne la possèdent pas, et cela indépendamment du degré d'évolution, c'est une question de sang ».

« L'un de ses collaborateurs, plus précis, a met en garde ces métèques, ces démocrates, qui croient encore pouvoir sauver la République : « Ils ne se rendront compte de leur erreur, proclame-t-il, que lorsqu'une belle nuit, une poigne vigoureuse et juvénile viendra les tirer du lit pour les aligner contre un mur ».

« LE MOUVEMENT POPULAIRE DU 13 MAI, en abrégé M. P. 13. — Son dirigeant, le général Chassin, est l'une des figures les plus marquantes des milieux antirépublicains qui s'agitent depuis quelques temps. Ancien commandant en chef des forces armées de l'O.T.A.N., il a pris ses retraites récemment pour se consacrer à l'action politique.

« LE MOUVEMENT POPULAIRE DU 13 MAI, en abrégé M. P. 13. — Son dirigeant, le général Chassin, est l'une des figures les plus marquantes des milieux antirépublicains qui s'agitent depuis quelques temps. Ancien commandant en chef des forces armées de l'O.T.A.N., il a pris ses retraites récemment pour se consacrer à l'action politique.

JOINOVICI, dit « Monsieur Joseph ». J'ai besarabien. Chiffonier de état, ne sachant ni lire ni écrire, il parlait notre langue difficilement, et se reconnaissant le plus caractéristique de la IIIe République.

4 Septembre à la République

Les « supplétifs » menacent

Le 4 septembre, autour de la place de la République, la police s'est livrée, pendant le discours du général de Gaulle, à des brutalités qui ont provoqué une vive émotion dans les milieux les plus divers.

Le Monde relève également que « l'on vit des jeunes gens brandir des vitraux en direction des contre-manifestants », et publie ce commentaire :

Ajoutons, pour l'édification de nos lecteurs un fait qui nous a été rapporté par plusieurs témoins : Après la manifestation, des groupes de ces « supplétifs » à Croix de Lorraine, appartenant aux organisations constituées depuis le 13 mai, se sont promenes autour de la République en proférant des menaces contre les juifs.



Le 28 septembre prochain, les Français vont, d'un seul mot « oui » ou « non », décider du destin de la France. Un Mouvement comme le nôtre ne saurait se désintéresser de cette consultation, dont doit dépendre l'avenir du pays, ni de la grande bataille menée autour de la réforme constitutionnelle, pour la défense de la République et de l'idéal qu'elle représente.

« Certes, nous sommes d'accord pour déplorer la faiblesse de l'exécutif, qui nous fit assister depuis quelques années à la dégradation progressive de l'Etat, puis finalement à son effondrement, en face d'un pouvoir législatif qui, trop souvent sortait de son rôle. Le renforcement de l'exécutif s'imposait. Mais de là à attribuer au Président de la République et au gouvernement, (entre lesquels le projet partage le pouvoir exécutif non sans des risques graves de conflits entre l'un et l'autre) des pouvoirs exorbitants, ouvrant la voie à toutes les aventures de la dictature, il y a loin.

par Léon LYON-CAEN Premier Président Honoraire de la Cour de Cassation, Président du M.R.A.P.

« Précisons que si le M.R.A.P., en tant qu'organisation, doit prendre position, il s'abstiendra d'imposer ses vues à ses membres dont le vote individuel doit s'exercer librement et suivant leur conscience.

Notre propos est de rechercher brièvement si la constitution nouvelle qui nous est proposée répond aux objectifs du M.R.A.P., aux buts qu'il poursuit, aux idéaux qu'il défend, ou si ses dispositions ne risquent pas de les compromettre ou de les mettre en péril.

« Surtout, l'art. 16, en cas de conflit international ou de subversion interne, mettant en danger le fonctionnement des institutions, lui confère les pleins pouvoirs ; il peut prendre les « mesures exigées par les circonstances ». Dans l'exercice de cette prérogative exorbitante, il n'est soumis ni à l'avis conforme du Conseil constitutionnel, comme le proposait le Comité consultatif, ni à cet organisme le soin d'apprécier si les circonstances justifiaient le recours à ces pouvoirs exceptionnels, ni à l'avis conforme du premier ministre et des présidents des Assemblées ; Conseil constitutionnel, premier ministre, président des Assemblées sont simplement « consultés ».

« Assure-t-il efficacement la garantie des libertés publiques fondamentales ? Le préambule se borne à proclamer, par allusion, « l'attachement du peuple français au droits de l'homme tels qu'ils ont été définis... »

« Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'une Constitution n'est pas tout, qu'elle est ce que la font les hommes dans son application.

« Nous aurions certes prétéré que soit reproduite la noble rédaction du préambule de 1946, notamment que soit rappelé : « Tout être humain, sans distinction de race, de religion, ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés » et « nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de son origine, de ses opinions ou de ses croyances... »

« La majorité des Français sont prêts à voter pour ou contre le projet qui leur est soumis, selon qu'ils sont ou non favorables à De Gaulle, dont on ne saurait d'ailleurs méconnaître le rôle historique à la tête de la Résistance pour la restauration de nos libertés. Il est à craindre que beaucoup ne se décident en fonction non pas de textes complexes, qu'ils ignorent, mais du prestige de celui qui les a inspirés et proposés.

« Le silence du projet sur certains des droits et libertés énumérés dans la Constitution de 1946 (droit de grève, droit d'asile, etc...) risque d'être interprété, comme équivocal à leur anéantissement, en tous cas de les laisser sans sanction. Le laconisme du projet sur ce point fondamental, son renvoi à un texte abrogé, seront la source de controverses, de procès et, craignons-le, d'abus de pouvoir.

« C'est un jugement de valeur, engageant les destinées de la République, qui est demandé à l'esprit critique des Français et les vrais démocrates doivent être mis en garde contre une approbation, à cause de l'homme, de textes contraires à leur conviction.

LE RACISME ET L'ANTISEMITISME CONTRE LA RÉPUBLIQUE

(Suite de la page centrale.)

Michel Trécourt, ex-dirigeant du P.P.R. de Biaggi; Robert Martel, du « Comité de Salut Public » de l'Algérie, qui a joué un rôle important à la fois dans le P.P.R., dans l'U.S.R.A.F. de M. Soustelle, et à la tête de l'Union Française Nord-Africaine, organisation « contre-terroriste » impliquée dans l'affaire du bazooka.

En juin, au cours d'une conférence de presse, puis en août, par un grand article dans « Rivarol », enfin au cours d'un congrès en septembre, le général Chassin a exposé sa « doctrine ». Elle se résume dans cette formule : « Dieu - Famille - Patrie », appliquée par un « Etat fort ». Pour encourager ses fidèles, peu nombreux, il déclare : « Quand Hitler a commenté, ils n'étaient que sept », ce qui est une comparaison plutôt malheureuse; aussi, se voulant « chrétien », il ajoute : « ...et les apôtres n'étaient que douze ».

L'hedonadaire « Carrefour », qui est l'organe officieux de « l'Etat Nouveau » (comme il dit) précise que le M. P. 13 rassemble, entre autres, « les éléments les plus remuants du mouvement Poujade ».

● **LE MOUVEMENT DU 13 MAI**, à ne pas confondre avec le précédent, son rival, groupe également des éléments poujadistes, et aurait, semble-t-il, la sympathie de Poujade lui-même.

Il est dirigé par le général Philippe Renucci, qui fut, en mai, délégué du C.S.P. d'Alger auprès de celui d'Alger.

Parmi ses animateurs figurent les dirigeants du journal fasciste « Artaban » et du Club des Montagnards (sic) tels que Jacques-Louis Antériou, Guy Vinatrel, Jean-André Faucher, ainsi que Michel Trécourt, cité plus haut.

● **LA CONVENTION REPUBLICAINE** vient d'être créée par le vice-président du Comité de Salut Public d'Alger, Léon Delbecq, qui a joué un rôle de premier plan dans les événements de mai.

Plus que l'orientation de cette formation (dirigée évidemment contre le « système » républicain), il importe de connaître ses formes d'organisation, qui sont significatives. Les dirigeants s'appellent « commissaires », et le bureau est formé, à chaque échelon, de trois membres, qui contrôlent chacun une commission : commission d'administration et d'implantation, commission de propagande et d'action civique, information et service d'ordre.

La Convention Républicaine s'est donnée pour mission « d'assurer la liaison entre les différents comités de salut public qui se sont créés dans la métropole depuis le 13 mai ».

● **LE COMITÉ POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE**, fondé à Marseille par le général Rime-Bruneau, et le Dr. Moreau, dirigeant local du Rassemblement National, mais en désaccord avec Tixier-Vignancour. Ce comité s'appuie sur le journal « Vigilance ».

● **LA DEMOCRATIE CHRETIENNE DE FRANCE**, fondée par M. Georges Bidault, et qui vient de recevoir l'adhésion retentissante de Tixier-Vignancour.

● **L'UNION POUR LE RENOUVEAU FRANÇAIS**, nouvelle mouture de l'U.S.R.A.F. de M. Soustelle, qui a joué un rôle prépondérant dans l'organisation du coup de force d'Alger. On y retrouve également MM. Georges Bidault, André Morice, etc...

● **L'ASSOCIATION DE RESISTANCE A LA DESAGREGATION DE LA FRANCE ET DE L'UNION FRANÇAISE**, dirigée par le général Tricon-Dunois, et qui annonce la tenue prochaine d'un « congrès national des comités de salut public ».

● **L'UNION CIVIQUE POUR LE REFERENDUM ET LA 5^e REPUBLIQUE**, où figurent, à côté de personnalités comme M. Pasteur Valléry-Radot, des cadres de l'ancien R.P.F., le général Chaban-Delmas, le général Zeller (lequel proclamait récemment que « l'armée est devenue, pour la nation, le meilleur des guides »), Jules Romains, etc...

COORDINATION...

Cette énumération, d'ailleurs incomplète, concerne les groupements nouveaux qui, soulignons-le, présentent en commun les caractéristiques suivantes :

- 1) Ils se réclament de la « révolution du 13 mai » et sont liés avec le Comité de Salut Public d'Alger ;
- 2) Ils mènent campagne contre le « système » (républicain) ;
- 3) Leur importance est aujourd'hui artificiellement gonflée, dans la mesure où ils approuvent la nouvelle Constitution proposée au referendum ;
- 4) A leur direction et dans leurs rangs se trouvent des hommes déjà maintes fois dénoncés pour leurs positions racistes, antisémites et leur hostilité à la démocratie.

Cela dit, il existe évidemment des distinctions à faire entre les « groupes de choc » (« comités de salut public », M. P. 13, comité pour l'indépendance nationale, etc...) dont les porte-paroles ont un langage brutalement fasciste, et les formations qui tendent à se présenter comme des partis défendant un programme politique (Démocratie Chrétienne, Union Civique...). Encore faut-il ajouter que, pour certains de ces groupes (Convention Républicaine, Union pour le Renouveau Fran-

çais...), il semble exister, en raison même de leur structure, une activité plus ou moins secrète, en dehors des prises de positions publiques, comme ce fut le cas, par exemple, pour l'U.S.R.A.F., avant le 13 mai...

Ajoutons que des liens apparaissent entre ces différentes organisations du fait que les mêmes hommes se retrouvent souvent dans plusieurs d'entre elles. D'autre part, des tentatives d'unification ou de coordination sont poursuivies, notamment à travers le Comité de Coordination et d'action en faveur des « oui », inspiré par M. Soustelle, et le Centre national de Liaison des Organismes de Salut Public, autour duquel gravitent le M. P. 13, le Rassemblement National, l'Association des Anciens Combattants de l'Union Française, le Mouvement du Manifeste aux Français, etc...

Ce sont ces initiatives sans doute qu'évoquait l'autre jour M. Michel Debré devant le Conseil national des Républicains Sociaux, lorsqu'il déclarait :

« Nous devons travailler avec tous ceux qui voudront contribuer, et EN DEHORS DE TOUT ESPRIT D'EXCLUSIVITE, à ce que le referendum du 28 septembre marque définitivement, par une ample marge de suffrages positifs, la fin du système que nous avons combattu » (Le Monde, 7-8 septembre).

Parmi tous les groupes nouveaux ou anciens que nous avons cités, seul le Mouvement Jeune Nation prend une attitude d'opposition, jouant le rôle de l'intransigeance absolue et exerçant une constante pression pour que de nouvelles atteintes soient portées aux règles démocratiques.

L'existence d'une « opposition d'extrême-droite », manifestée uniquement par quelques-uns des éléments les plus violents, les plus outranciers du fascisme, permet peut-être à certains de créer quelque confusion. Elle ne saurait, en tout cas, justifier à nos yeux la tolérance dont bénéficient un groupe et un journal dont l'activité essentielle consiste à susciter la haine contre les juifs et les peuples de couleur.

Quant à l'opposition de Poujade, notons qu'elle est fondée sur des questions de personnes puisque l'U.D.C.A., en tant que telle, a décidé de ne pas se prononcer sur le référendum, tandis que le groupe des députés poujadistes appellent à voter « oui », tout comme la section algérienne de l'U.D.C.A.

DISCUSSIONS ET UNANIMITE
Les contradictions (ou plutôt : la concurrence) que l'on voit à Paris entre les différents courants se réclamant du 13 mai, reflètent les discussions du Comité de Salut Public de l'Algérie et du Sahara, présidé par le général Massu, et où coexistent des tendances diverses.

Un groupe de 14 membres du C.S.P. publia, fin juillet, un manifeste retentissant en faveur d'un régime « corporatif » et réclamant la « disparition définitive » des partis politiques.

Réuni peu après, le C.S.P., tout en soulignant que ce texte n'émanait que d'une fraction, adoptait une motion unanime sur le référendum et « l'intégration ». Le colonel Lacheroy devait déclarer, en la commentant, que

les divisions étaient « plus apparentes que réelles ».

Se constituant à quelques semaines de là, en association déclarée, le C.S.P. de l'Algérie et du Sahara élitait secrétaire général un certain René Denis qui, le 4 juin, avait déclaré sur le Forum, en présentant le général de Gaulle : « Notre action va continuer. Il reste des débris à balayer. Nous ferons disparaître tout le système et les hommes qui le représentent. Il faut en finir avec le système, il faut en finir avec tous les salauds... »

Et c'est à l'unanimité que le C.S.P. appelle à voter « oui », tandis que son président, le général Massu, proclame : « Pour abattre le système, il faut gagner le référendum ». Et son journal écrit : « Que cette Constitution contienne ou non tout ce que nous souhaiterions, elle est notre seule chance... »

VIGILANCE !

Ces faits donnent la mesure des divergences qui opposent les différentes tendances du C.S.P. comme les groupes correspondants constitués en France.

Ils montrent également combien sont justifiées les inquiétudes des antiracistes et de l'ensemble des républicains devant l'agitation croissante d'éléments dangereux qui, aujourd'hui, disposent d'un plus grand nombre d'organisations et de journaux qu'avant le 13 mai, et qui sont les plus actifs et les plus bruyants animateurs de la campagne actuelle en faveur du nouveau régime.

En cette période de grande confusion, des antiracistes sincères hésitent sur l'attitude à prendre. Ils ne peuvent pas négliger, quelle que soit leur position, ces données indiscutables.

C'est pourquoi le Conseil National du M.R.A.P., réuni le 9 septembre, a cru devoir lancer une sérieuse mise en garde, qu'il faut porter largement à la connaissance des citoyens.

POUJADE annule son « Tour de France »

Les manifestations et attentats fascistes qui se sont multipliés en juin-juillet notamment à Toulouse, Pau, Auxerre, Saint-Etienne, Lyon, Marseille, contre les sièges d'organisations démocratiques ont suscité partout une riposte énergique des républicains. De puissantes contre-manifestations ont eu lieu, dans l'union de toutes les tendances.

Fin juillet et début août, Poujade ayant entrepris comme l'an dernier un « tour de France » pour mobiliser ses troupes, s'est heurté, dans toutes les villes où il se rendait, à l'opposition de milliers de démocrates. Il a dû reconnaître son échec.

Dans « Fraternité Française », il déplore « les contre-temps » de son « Tour de France du Salut Public », et il annonce sa décision de l'interrompre « momentanément ».

Nouvelle preuve, s'il en fallait, que le pays républicain peut victorieusement s'opposer aux prétentions des factieux. A condition d'être vigilant et uni.

Boutang est pressé !

Le maurassien Pierre Boutang, qui fut chassé de l'Université à la Libération, et qui s'est naguère séparé de Xavier Vallat pour fonder son propre journal raciste « La Nation Française » (sic), fait campagne pour la nouvelle Constitution.

Si elle comporte, selon lui, quelques défauts mineurs, il en attribue la responsabilité non pas à l'ensemble des auteurs de ce texte, mais au seul René Cassin, de façon à pouvoir exciter, au passage, à l'antisémitisme (27. 8. 1958).

En raison de son origine juive, explique sérieusement Boutang, René Cassin ne peut comprendre certaines choses que comprend, par exemple, le général De Gaulle :

« Il ne peut faire que ce chrétien, ce chrétien de race militaire, ne sache depuis toujours ce qu'il ignore, lui, Cassin »...

Et d'affirmer que, grâce aux institutions nouvelles, ce « cardinal du diable » sera écarté en même temps que « ses droits de l'homme et sa maçonnerie ».

« Vieux Cassin, couchez-vous, conclut Boutang, opinez une dernière fois, et couchez-vous, car la patrie renaît, quand vous dormirez, elle en sera plus sûre ».

On reconnaît bien là et le cynisme et la gouâterie caractéristiques du fascisme.

Même satisfait par la tournure que prennent les événements, Boutang n'hésite pas à désigner, parmi ceux qui s'en font les artisans, le juif à qui il décoche une bordée d'insultes et de menaces. Il brûle de franchir une nouvelle étape, et cette étape, c'est l'élimination des juifs.

Confirmation, s'il en était besoin, que l'on ne peut amadouer les fascistes. Loin de les apaiser, les concessions qui leur sont faites n'aboutissent qu'à augmenter leurs exigences. Mieux vaut, dès le début, s'opposer à tout ce qui peut les renforcer et les encourager.

Hiver 1941

Le numéro 2 de l'intéressante revue « Domaine Yidich », paru récemment, publie comme le précédent une série de textes traduits du yidich et plusieurs études, ainsi qu'une lettre inédite de Henri Barbusse, adressée en 1929 à un groupe d'écrivains yidich de Paris.

Nous y avons choisi, en cette période anniversaire de la Libération, un beau poème de Samuel Halkin évoquant les temps cruels de la guerre et de l'occupation. Samuel Halkin, indique la notice biographique, est l'un des plus illustres poètes vivants de langue yidich en U.R.S.S. On a célébré voici quelques mois son soixantième anniversaire, à l'occasion duquel il a été décoré de l'Ordre du Drapeau Rouge.

L'hiver pénétrera dans chaque pierre
Et pour toujours y restera fixé
Et même le soleil ne l'en pourra chasser
Avec le lourd pilon de sa lumière

Par les fissures des plâtras pénétrera l'hiver
Par les vitres vêtues de noir comme endeuilées
L'hiver entrera dans chaque foyer
Dans le sang, dans le cœur, dans la chair

Lorsque plus tard reviendront de l'enfer
Les grands parents et les petits enfants
Entre homme et femme, entre les êtres chers
Dans chaque regard et dans chaque élan
Cet hiver glissera tel un glacier polaire

Et les années s'écouleront l'une après l'autre
Ceux qui vivront alors plus heureux que les nôtres
Lorsqu'ils regarderont dans l'ombre du passé
Trouveront sur les murs fraîchement reconstruits
Souvenir d'un malheur qu'on ne peut effacer
L'empreinte de l'hiver qui nous marque aujourd'hui
(Traduction de Charles DOBZYNSKI)

SEJOURS EN FRANCE ET A L'ETRANGER

CIRCUITS EN AUTOCAR

Office de Voyages La Fayette

18, rue Bleue (Métro : Cadet) - Paris-9^e

Tél. : PRO. 96-52 et TAI. 68-23

TOUS BILLETS FER - AIR - MER

LOCATION THEATRE

VOYAGES ORGANISES EN ISRAEL

IL FAUT SAUVER JIMMY WILSON!

Condamné à mort dans des conditions scandaleuses, un noir américain, Jimmy Wilson, sera exécuté le 24 octobre sur la chaise électrique — à moins que la protestation des gens de cœur ne se fasse entendre avec assez de force pour arrêter le bras des bourreaux.

Son crime ? Jimmy Wilson est accusé d'avoir volé 1 dollar 95 cents (soit 800 francs environ) à une femme blanche chez qui il effectuait des travaux de jardinage. Il a été inculpé sur le seul témoignage de la prétendue victime, qui, âgée de 82 ans a déclaré que Jimmy Wilson avait aussi tenté d'abuser d'elle. Ce dernier grief n'a pas été retenu.

Une loi existe, paraît-il, dans l'Etat d'Alabama, où se sont déroulés ces faits, qui autorise à condamner à mort pour vol. Mais il est évident qu'à la veille de la rentrée scolaire, ce verdict

Farmi les protestations les plus retentissantes, figurent celles de M. Averell Harriman, gouverneur de l'Etat de New-York et du gouvernement de la Jamaïque, ainsi que les pétitions signées par plusieurs milliers de Londoniens.

Le Secrétaire d'Etat John Foster Dulles a adressé au gouverneur Folsom un rapport sur les réactions dans le monde. Il cite parmi les pays où l'émotion s'est manifestée le plus vivement : la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Canada, la France, la Belgique, l'Allemagne, etc...

Prévue d'abord pour le 5 septembre, l'exécution de Jimmy Wilson a été suspendue pour permettre à la Cour Suprême d'Alabama d'examiner la requête déposée par le condamné en vue de la révision de son procès.

C'est à la suite du rejet de cette requête que la date du 24 octobre a été fixée pour le supplice.

Les antiracistes n'ont donc pas de temps à perdre, pour empêcher cette terrible injustice.

Multipiez les lettres, télégrammes au gouverneur de l'Alabama et au président des Etats-Unis, faites signer des pétitions, à adresser à l'ambassade et aux consulats américains. De notre action rapide et puissante dépend la vie d'un homme victime du racisme.

UN TELEGRAMME DU M.R.A.P.

Le 1er septembre, le M.R.A.P. a adressé au gouverneur Folsom, à Montgomery, Alabama, le télégramme suivant :

« Exprimant émotion et opinion publique française, vous adressons pressant appel pour grâce Jimmy Wilson dont condamnation nettement entachée de racisme ».

Notre Conseil National a, d'autre part adressé au Président Eisenhower la lettre que nous reproduisons ci-dessous.

visait essentiellement à intimider la communauté noire et à lui ôter toute velléité « d'intégration ».

Il s'agit une fois de plus d'un lynchage légal, comme celui de Willy Mac Gee et bien d'autres.

Cette condamnation a soulevé une vague d'émotion aux Etats-Unis et dans le monde. Le gouverneur de l'Alabama, M. Folsom, reçoit chaque jour un millier de lettres et télégrammes réclamant la grâce de Jimmy Wilson. De nombreux correspondants lui adressent même la somme que Wilson est accusé d'avoir volée.

LITTLE ROCK

(Suite de la page 1.)

2. en raison des menaces et des pressions exercées, neuf jeunes gens noirs seulement ont bénéficié de l'intégration en 1957 à Little Rock;

3. cette mesure peut à tout moment être remise en question par les autorités locales.

Cette situation est générale, spécialement dans le Sud. Plus de 3 millions d'enfants noirs sont encore soumis, dans l'ensemble des Etats-Unis, à la ségrégation scolaire.

LES MANŒUVRES DE FAUBUS

Les manœuvres du gouverneur de l'Arkansas, Orval Faubus, dont le nom est devenu le symbole même de la haine raciste, se poursuivent à l'heure où nous mettons sous presse.

Il a obtenu qu'un tribunal local ordonne l'ajournement pour deux ans et demi de toute mesure d'intégration. Cette décision a été définitivement cassée par la Cour Suprême, le 11 septembre. Aussitôt Faubus annonce son intention d'organiser le 27 septembre un référendum et il ferme les écoles jusqu'à cette date.

Si le résultat de cette consultation était favorable à l'intégration, ou si une nouvelle in-

tervention des forces fédérales avait lieu d'ici là, céderait-il ? Nullement. Le parlement local, réuni par ses soins, siège en permanence, prêt à voter des lois permettant de transformer les écoles publiques en écoles privées (qui ne sont pas tenues d'appliquer la loi sur l'intégration). Il envisage aussi la possibilité, à la dernière limite, d'établir dans des écoles « intégrées », des classes séparées pour les enfants blancs et les enfants noirs.

Les dernières nouvelles parvenant de Little Rock peuvent donner une idée de la situation absurde ainsi créée. Les enfants sont en vacances forcées, en raison de la fermeture des écoles. Des parents ont porté plainte devant les tribunaux. La seule solution trouvée a été l'organisation d'émissions télévisées pour remplacer les cours. On précise que les élèves ne disposant pas de poste de télévision pourront suivre ces émissions dans les églises.

Pendant ce temps, les agents de police s'entraînent au maniement des grenades lacrymogènes...

UNE ETONNANTE PASSIVITE

Les agissements des racistes ne sont pas l'élément le plus étonnant de cette pénible affaire. Ce qu'on a le plus de peine à imaginer, c'est que, depuis l'an dernier, les racistes aient pu conserver l'initiative. Les représentants du droit, de la loi sont, eux, sur la défensive.

Ainsi, aucune mesure n'a été prise, pendant toute l'année scolaire pour mettre fin aux brimades dont les neuf étudiants noirs fréquentant le lycée « blanc » ont été victimes de la part de certains de leurs camarades particulièrement excités. Mieux : insultée, frappée, une étudiante noire a été chassée du lycée, alors qu'aucune sanction n'était prise contre ses persécuteurs.

Le gouverneur Faubus a pu toute l'année faire des déclarations racistes, et préparer tout un arsenal de lois pour empêcher l'intégration sans que le pouvoir central organise la moindre riposte et tente de prévenir la violation des lois. Mieux : il y a quelques semaines, une déclaration du président Eisenhower, selon laquelle l'intégration devait nécessairement se poursuivre avec lenteur, a renforcé, souligne la presse

américaine, la position des « ségrégationnistes ».

Pour intimider les partisans de l'intégration, les racistes du Ku Klux Klan ont commis dans l'année 46 attentats à la bombe contre des écoles. Ils ont aussi attaqué des synagogues pour empêcher les juifs de se solidariser avec les noirs. Or aucun coupable n'a été arrêté, aucune organisation raciste dissoute.

Et on annonce qu'à Little Rock, « pour se conformer à la législation locale », les autorités militaires (dependant du gouvernement central) viennent de décider d'appliquer la ségrégation raciale à l'école du personnel de la base aérienne.

Il est de fait qu'au total, la rentrée de 1958 ne permet pas d'enregistrer de sensibles progrès dans l'intégration scolaire. Dans certains Etats, comme l'Alabama la Virginie, etc... de nouvelles lois ont été votées pour l'empêcher, selon l'exemple de l'Arkansas, alors même que rien n'a été fait pour imposer l'application de la loi.

NOTRE SOLIDARITE

L'opinion française, profondément émue, se solidarise avec les noirs et avec les antiracistes des Etats-Unis, avec l'Association pour l'Emancipation des Gens de Couleur (N.A.A.C.P.) qui mène un ferme combat, avec l'Association des Etudiants américains, qui vient de se prononcer courageusement pour l'intégration.

Appliqué à des enfants, le racisme apparaît sous son aspect le plus répugnant. C'est une honte pour ceux qui le pratiquent ou le tolèrent. Les antiracistes du monde entier souhaitent que des mesures énergiques soient prises pour que cessent ces inadmissibles atteintes à la dignité humaine.

Pour avoir téléphoné à une femme blanche...

Dans le même Etat d'Alabama où Jimmy Wilson attend la mort, un jeune noir, Gus Foster, 17 ans, a été tué à coups de revolver, le 28 avril à Montgomery.

Les faits se sont passés comme suit : la police a reçu une plainte contre le jeune homme, qui aurait importuné par téléphone une femme blanche, en lui demandant un rendez-vous. La femme s'arrangea pour prolonger la conversation, afin que les policiers puissent venir surprendre Gus Foster dans la cabine téléphonique du restaurant où il se trouvait.

Le policier qui l'abattit a été sur le champ libéré par le juge du comté, déclarant qu'il s'agissait d'un « homicide justifiable ».

Deux noirs abattus en Georgie

A Dawson (Georgie) le policier Mac Donald qui avait frappé à mort un noir, et le policier Cherry qui avait tué d'un coup de revolver un autre noir qu'il venait d'arrêter, ont comparu devant le grand jury fédéral... qui a décidé de ne pas les inculper.

A pied d'œuvre



Une section du Ku-Klux-Klan vient de se constituer à Little Rock. Les bannières du K.K.K. flottent aussi sur l'Université de la Nouvelle-Orléans, où 50 étudiants noirs sont inscrits pour la première fois. (Remarquez sur la poitrine des hommes du Klan un insigne semblable à celui de « Jeune Nation ».)

Lettre au Président des Etats-Unis

Le Conseil National du M.R.A.P., réuni le 9 septembre a adressé au Président des Etats-Unis la lettre suivante :

Monsieur le Président,

Le Conseil National du M.R.A.P., exprimant l'émotion de l'opinion française, espère encore qu'à l'heure où cette lettre vous sera transmise, l'immense masse des hommes libres, qui pense que la couleur du sang, quelles que soient les veines dans lesquelles il coule, est la même pour tous, n'aura pas à déplorer un nouveau crime, qui serait une tache indélébile sur le prestige de votre grande nation.

Qu'il se trouve, dans un des 49 Etats Unis, une loi pour condamner à mort un Jimmy Wilson coupable d'avoir dérobé un dollar 95 cents nous stupéfie ! Qu'il s'y trouve un juge pour l'appliquer dépasse notre entendement. Mais si, par surcroît, il devait s'y trouver un bourreau pour exécuter la sentence, tous les hommes pour qui le respect de la vie humaine est le bien fondamental, ne pourraient que se dresser pour hurler leur indignation.

La grâce que nous demandons pour cet homme, vous devez de l'exiger avec nous, non seulement parce que la condamnation de Jimmy Wilson est la plus inique qui se puisse concevoir, mais aussi en symbole de votre réprobation pour la vague ségrégationniste qui déferle sur Little Rock. Car, vous le savez mieux que quiconque, Monsieur le Président, vous, dépositaire de l'héritage moral de Lincoln, l'affaire Jimmy Wilson et l'affaire de Little Rock sont intimement liées par le lien d'une même haine injustifiable et rétrograde.

Nous vous savons gré d'avoir voulu l'intégration des hommes de couleur dans vos Etats ; mais voilà que ce que nous avions espéré comme étant une affaire définitivement classée, rebondit au mépris de toute décision légale et que les promoteurs de haine annoncent déjà leur intention de ne pas reconnaître les arrêts de la Cour Suprême.

A cet égard encore, tous les antiracistes, tous ceux qui considèrent la liberté de chaque homme comme étant la base essentielle d'un avenir meilleur, sentent

se réveiller en eux une inquiétude voisine de l'anxiété.

Nul, en effet, ne saurait prévoir l'extension que peuvent prendre, ni la portée que peuvent avoir de tels événements, se déroulant au sein même d'une des nations les plus considérables du monde moderne, et qui se trouve, par ce fait même, constamment exposée à l'attention internationale.

Ceux qui dans de nombreux pays, entretiennent, hélas ! les foyers du racisme, n'attendent qu'un exemple éloquent d'impunité pour transformer ces foyers en brasiers.

Little Rock risque aujourd'hui d'être un de ces exemples. A tel point que nous sommes en droit de nous demander si les racistes qui lynchent les Noirs, en arborant la croix gammée dans le faubourg londonien de Notting Hill, ne préfigurent pas déjà un prolongement de Little Rock.

Et, lorsque nous apprenons qu'un homme de couleur est abattu pour avoir téléphoné à une femme blanche, lorsque nous apprenons qu'une femme et qu'un homme de couleur sont massacrés dans l'Etat de Virginie, qui pourrait croire, devant l'évidence de Little Rock et celle de la condamnation de Jimmy Wilson, qu'il ne s'agit point d'un seul et même contexte criminel, le pire qui soit : celui du crime collectif.

Nous considérons qu'aucune atteinte aux libertés, qu'aucune discrimination, de quelque ordre qu'elles soient, ne peuvent se produire dans un lieu, quel qu'il soit, sans influer d'une manière néfaste, sur les fragiles rapports des communautés entre elles. Pour cette raison, toute atteinte aux libertés, toute discrimination, fussent-elles limitées sur un point précis du globe, deviennent l'affaire de tous les antiracistes.

C'est pourquoi nous, antiracistes de France, vous adjurons, Monsieur le Président, d'user de votre haute autorité pour contraindre les agitateurs de Little Rock à capituler devant le respect de la dignité humaine, respect qui se trouve être, nous en sommes profondément convaincus, en même temps que le vôtre propre, celui de l'immense majorité du peuple américain.

Le Conseil National du M.R.A.P.

DROIT ET LIBERTE

15, Fg Montmartre - Paris (9^e)
Tél. : PRO. 82-78

Tarif des abonnements

FRANCE ET COLONIES
Un an : 500 francs
PAYS ETRANGERS
Un an : 700 francs
ABONNEMENT DE SOUTIEN :
1.000 francs
TARIF SPECIAL
POUR LA BELGIQUE
Cpte Ch. Post. : 6070-98 Paris
Pour les changements d'adresse
envoyer 40 francs et la dernière
bande
Le gérant : Ch. OVEZAREK

La décision de Monsieur Luce

Roger Martin du Gard vient de mourir. Mais son œuvre exaltante continuera longtemps, n'en doutons pas, de susciter l'admiration passionnée de millions de lecteurs. Sa générosité communicative, son amour de l'homme, de la vie, de la justice, feront vibrer encore, avec « LES THIBAUTS » et « JEAN BAROIS », bien des générations.

Au centre de « Jean Barois » (1), le second roman de Roger Martin du Gard, se trouve l'affaire Dreyfus. C'est une chaleureuse dénonciation de l'antisémitisme, la révolte de l'intelligence et du cœur contre l'absurdité des préjugés qui firent condamner Dreyfus parce que juif, un réquisitoire politique, enfin, contre la « raison d'Etat » et les méthodes qu'elle engendre.

Le passage que nous reproduisons ci-dessous montre comment le sénateur Marc-Elie Luce, ayant reconnu l'innocence de Dreyfus, décide de mener campagne pour sa réhabilitation dans la revue de Jean Barois « Le Semeur ».

(1) Editions Gallimard.

silencieux, désarmé par la précision de mes renseignements. Enfin, il est revenu s'asseoir, et, le plus calmement qu'il a pu, il m'a posé des questions sur l'état de l'opinion au Sénat, dans le monde des savants, des professeurs, autour de moi. Il avait l'air d'hésiter encore, de vouloir dénombrer ses adversaires avant de prendre un parti. Je lui ai saisi la main, je l'ai supplié, au nom de notre amitié, au nom de la justice : « Il est temps encore... Le scandale est imminent, mais il n'a pas éclaté. Vous pouvez le conjurer en prenant les devants : que l'initiative de la révision vienne de l'armée, et tout est sauvé. On a le droit de se tromper, mais il faut savoir reconnaître librement son erreur, et la réparer... ». Je me heurtai à un silence vaguement inquiet, mais têtue, glacial. Brusquement, il s'est levé, il a mis un tiers entre nous ; et il m'a congédié poliment, sans un mot d'éclaircissement ni d'espoir... »

Son visage se crispe. Un temps. LUCE. — « Alors, Barois, je suis revenu, tout doucement, à pied, en sui-

que la justice. Pourtant, laissez-moi vous le dire, Barois, nos attitudes ne peuvent pas être tout à fait les mêmes ; dans votre ardeur « prendre parti, il y a... comme un sentiment privé... Je ne crois pas me tromper... Il y a comme une satisfaction personnelle, comme une revanche enfin... »

BAROIS (souriant). — « C'est vrai, vous avez raison... Oui, j'ai eu plaisir à me placer ouvertement de l'autre côté de la barricade... » (Sérieux). « Car il n'y a pas de doute, notre adversaire d'aujourd'hui, c'est bien mon adversaire d'autrefois : la routine, l'autocratie, l'indifférence pour tout ce qui est élevé et sincère ! Ah, vraie ou illusoire, que notre conviction est plus belle ! »

LUCE. — « Je vous comprends bien. Mais ne me reprochez pas d'hésiter, au moment où il va falloir exposer tant de laideurs aux yeux de tous, aux yeux des étrangers... »

Barois ne répond pas : son regard et son sourire semblent dire : « Je vous admire de toute mon âme ; que parlez-vous de reproche ?... »

LUCE (sans lever la tête). — « Cette semaine, Barois, j'ai passé par une crise de conscience terrible... J'ai été ballotté entre mille sentiments contraires... » (Douloureusement). « Jusqu'à me laisser émouvoir par mon intérêt propre... Oui, mon cher, j'ai fait le compte de ce que je risque, comme individu, si je parle, si j'attache ce monstrueux grelot, et j'ai eu un vilain frisson... »

BAROIS. — « Vous exagérez ». LUCE. — « Non. Il y a beaucoup de chances, vu l'état de l'opinion, pour qu'en quelques mois, je sois irrémédiablement coulé. J'ai neuf enfants, mon ami... »

Barois ne proteste plus.

LUCE. — « Vous voyez, vous êtes de mon avis... » (D'une voix chaude). « Et pourtant, les circonstances sont telles que je ne veux pas me dérober sans faillir à la direction même de ma vie. J'ai aimé la vérité par-dessus tout, et avec elle la justice, qui en est la réalisation pratique. J'ai toujours eu cette conviction, cent fois contrôlée par les faits, que le devoir indiscutable est le seul bonheur qui ne déçoive pas. C'est de tendre vers la vérité de toutes ses forces, et d'y conformer aveuglément sa conduite : tôt ou tard malgré les apparences, on s'aperçoit que c'était la bonne voie. »

(Lentement). « Il faut que chacun de nous consente à sa vie : et la mienne m'interdit de me taire. Ah, jamais je n'ai si clairement compris que, si le travail de tous permet à quelques-uns de vivre dans le recueillement, et si ces efforts solitaires sont nécessaires puisque, bout à bout, ils forment le progrès, en revanche, ce privilège ne va pas sans créer des obligations intransgressibles ! Il faut les reconnaître, lorsqu'elles se présentent : en voici une ! »

Barois approuve d'une simple inclination de tête.

LUCE se lève. LUCE. — « Je ne veux pas me poser en redresseur de torts. Je veux seulement que mon cri d'alarme avertisse le gouvernement, et provoque dans l'opinion un revirement de conscience qui s'impose. Après quoi, je suis résolu à livrer mon enquête telle quelle, comme un outil de travail, et à m'effacer. Vous me comprenez ? » (Avec une expression de souffrance réelle). « Simplement rejeter ce doute qui m'étouffe ! »

« Si Dreyfus est coupable — et je le souhaite encore de toutes mes forces — qu'on le prouve par des débats publics : nous nous inclinons. Mais, avant tout, que l'on dissipe cet air irrespirable ! »

Il s'avance pesamment jusqu'à la fenêtre ouverte, et baïné son regard dans les fraîcheurs vertes du jardin. Quelques instants passent. Il se retourne vers Barois, comme s'il se souvenait tout à coup du but de sa convocation ; et, familièrement, il lui met ses deux mains sur les épaules.

LUCE. — « Barois, j'ai besoin d'un organe où lancer cet appel à la loyauté... Consentiriez-vous à jeter votre Semeur dans la mêlée ? » Une telle fierté relève le visage de Barois, que Luce se hâte de parler.

LUCE. — « Non, non, écoutez-moi, mon ami. Il faut réfléchir. Voilà deux ans que, pour créer cette revue, vous vous êtes donné, sans restriction. Votre Semeur est en plein élan. Eh bien, s'il devient mon porte-voix, tout est compromis ; c'est la faille probable de tous vos efforts... »

Barois s'est dressé, trop bouleversé pour répondre. Une joie soudaine, un orgueil immense...

Ils se regardent. Luce a compris. Autour d'eux, l'atmosphère s'alourdit. Dans le silence où bat leur double cœur, ils ouvrent les bras et s'étreignent.

C'est le commencement des exaltations surhumaines...

Auteuil, un matin de juillet 1897. Le cabinet de Luce. La chaleur matinale d'un beau jour ; l'air tremble dans les fenêtres ouvertes ; entre les rideaux de percale blanche, l'éblouissement de la verdure ensoleillée, où piaillent les moineaux et les enfants.

Barois, assis, attentif et silencieux. Luce à son bureau, les mains sur le bord de la table, le buste en arrière, mais la tête légèrement penchée, comme si le poids du crâne l'entraînait en avant ; dans l'ombre du front, ses yeux de visionnaire levés vers Barois.

LUCE (d'une voix contenue). — « Vous comprenez, Barois, que je ne prononce pas des mots si graves sans que ma conviction soit absolue. Quand vous êtes venu, il y a huit mois, et que vous m'avez envoyé Bernard Lazare, je sentais déjà combien l'affaire était dangereuse. Je connaissais, depuis l'article de L'Éclair, l'hypothèse d'un dossier secret... » (Après). « Mais je me refusais à y croire ! Les avertissements précis de Lazare m'ont fait peur. J'ai voulu savoir ». (Douloureusement). « Je sais ».

Un temps. (Elevant la voix). « Il y a huit mois, je n'osais pas supposer que des juges militaires, conscients de leur responsabilité, eussent pu accepter, dans leurs débats, l'intervention de leur propre ministre ; encore moins la production par lui de pièces secrètes à l'insu de l'accusé et de son défenseur ».

« Depuis, mon pauvre Barois, j'en ai appris bien davantage... J'ai appris, non seulement qu'il y avait eu un dossier secret, volontairement caché à la défense par les juges du conseil de guerre ; mais de plus, que ce dossier ne contenait même pas cette révélation indubitable qui, sans pouvoir servir d'excuse à la faute judiciaire, eût, du moins, soulagé nos consciences ! Qu'il ne contenait aucun document grave contre l'accusé, rien d'autre que des présomptions, faciles à interpréter, soit pour, soit contre lui ! »

D'un battement sec des doigts sur le bois de la table, ses mains ponctuent l'affirmation. (Gravement). « Je vous jure que ceci est la vérité ».

Barois n'a pas tressailli. Les jambes écartées, les mains sur les genoux, il écoute. Sur son visage énergique, dans son regard ardent, une curiosité passionnée, mais aucune surprise.

LUCE (posant la main sur une liasse sanglée). — « Je ne peux pas vous raconter par le menu l'enquête que j'ai faite. Voilà huit mois que je ne me suis pas occupé d'autre chose ». (Bref sourire). « Vous le savez, puisque je n'ai même pas pu régulièrement donner au Semeur cet article hebdomadaire que je vous avais promis... »

« Mon mandat de sénateur et d'anciennes camaraderies, m'ont permis de pénétrer partout, de contrôler moi-même toutes mes informations. Lazare m'a procuré une photographie des pièces les plus importantes. J'ai pu les examiner, seul, au calme, sur ce bureau. J'ai fait faire, par surcroît, des expertises d'écritures par les meilleurs spécialistes d'Europe ». (Palpant un dossier). « Tout ça est là. Je connais maintenant l'affaire à fond ». (Pesant ses mots). « Et il ne me reste plus de doute... plus un seul ! ».

BAROIS (se levant). — « Il faut qu'on le sache ! Il faut le dire ! Au ministère, d'abord ».

Luce reste un instant silencieux. Puis il fixe Barois : un bon sourire doux et triste, qui se perd dans sa barbe. Il se penche, expansif.

LUCE. — « Lundi dernier — à cette heure-ci, tenez — j'étais au Ministère de la guerre, face à face avec un vieux camarade, un officier, qui est aujourd'hui tout-puissant à l'état-major ».

« Je ne l'avais pas revu depuis environ deux ans. Il m'avait accueilli par une explosion d'amitié. Au seul nom de Dreyfus, il s'est dressé, aigre et violent, me coupant la parole, refusant la discussion, se démenant comme si j'étais venu lui chercher une querelle personnelle. J'ai été péniblement impressionné ; mais je venais pour parler, et j'ai dit tout ce que je voulais dire, tout ce que j'avais patiemment recueilli, vérifié, tout ce dont j'étais sûr. Il marchait à travers son cabinet, les bras croisés, faisant craquer le vernis de ses bottes, mais



vant la Seine ». (Avec angoisse). « Et, pendant un long moment, mon cher, je me suis demandé... si ce n'était pas lui qui avait raison... »

Barois ébauche un geste de surprise.

LUCE (levant la main, et la laissant retomber avec découragement). — « J'ai si nettement entrevu ce que sera cette affaire, du jour où notre doute sur la culpabilité de Dreyfus sera public ! »

BAROIS (vivement). — « Ce sera sa réhabilitation ! ».

LUCE. — « Soit. Mais ne nous leurrons pas. Ce sera autre chose encore, autre chose surtout. (Avec lourdeur). « Ce sera, mon ami, la lutte acharnée, et peut-être, en un sens, criminelle !... »

BAROIS (violemment). — « Oh ! comment pouvez-vous ?... »

LUCE (interrompant). — « Écoutez-moi... Si Dreyfus est innocent, ce qui est certain... » (Scrupuleux) « — ou à peu près certain... — sur qui retombe la faute ? Qui vient prendre sa place d'accusé ? C'est l'état-major de l'armée française ».

BAROIS. — « Eh bien ? ».

LUCE. — « Et derrière l'état-major, c'est le gouvernement actuel de la République, c'est-à-dire l'ordre établi, auquel nous devons notre vie nationale depuis vingt-cinq ans... »

Barois se tait. Un temps.

LUCE. — « Je n'oublierai jamais, Barois, ce retour le long des quais... Devant moi, ce dilemme terrible : reconnaître la vérité et fermer les yeux ; se résigner au respect d'un jugement inique, parce qu'il a été rendu, solennellement, par l'armée et par le gouvernement, avec — il faut bien le dire — l'approbation passionnée de l'opinion ; ou bien attaquer, preuves en mains, l'erreur judiciaire, déchaîner le scandale, et, délibérément, comme un révolutionnaire, assaillir de front cet ensemble sacré : l'ordre constitué de la nation ! »

Barois médite quelques secondes ; puis, avec un brusque sursaut des épaules :

BAROIS. — « Il n'y a pas à hésiter ! »

LUCE (avec simplicité). — « J'ai hésité cependant. Je n'ai pas pu faire si vite bon marché de cette paix relative dans laquelle nous vivons depuis tant d'années ».

(Regardant Barois avec attention). « Je comprends votre révolte, qui ne prend rien autre en considération

« Je partage vos sentiments... »

Vice. 4 mai 57

Cher Monsieur,

Bien sûr, je partage vos sentiments, vos reproches et vos inquiétudes. Mais je n'ai rien de ce qu'il faut pour jouer un rôle de militant d'actualité... Moins que jamais, maintenant que je suis un vieux, hors de piste ! Et mon état de santé, qui m'a obligé à passer cet hiver dans le Midi, très à l'écart de tout, réduit encore davantage ce qui me restait d'activité.

Respects et sympathies,

Roger Martin du Gard.

Cette lettre de Roger Martin du Gard a été adressée le 4 mai de l'an dernier à « Droit et Liberté » qui lui demandait un article à l'occasion de la 9^e Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix.